



Revue de presse foyer Moïse

15 juillet 2024 - « C'est toute notre vie » :

face à la destruction programmée du foyer Moïse de Rouen,
des résidents refusent de partir - ***Le Poulpe***

2 août 2024 - « C'est leur vie qui va être démolie » :

À Rouen, les habitants du foyer Moïse refusent sa destruction - ***Paris Normandie***

14 août 2024 - « Vous démolissez nos droits » :

à Rouen, les travailleurs migrants se mobilisent contre la destruction
de leur foyer - ***Le Parisien***

30 août 2024 - Pour ses résidents, la démolition du foyer Moïse

« signifie la mort à petit feu des plus âgés » - ***France 3 Normandie***

3 octobre 2024 - Les résidents du foyer Moïse, voué à la destruction,
s'invitent au conseil municipal de Rouen - ***Paris Normandie***

3 octobre 2024 - "On a été traité comme des enfants" : pourquoi

la grogne monte contre la démolition du foyer Moïse à Rouen ? - ***76 Actu***

26 novembre 2024 - Architectes et travailleurs migrants ensemble pour sauver
un foyer moderniste - ***Basta Media***

30 novembre 2024 - ICI 19/20 - ***France 3 Normandie Rouen***

1er décembre 2024 - "On fait cela pour vivre mieux" : à Rouen,

les résidents réhabilitent le foyer Moïse pour le sauver - ***Paris Normandie***

2 décembre 2024 - Rouen : au Foyer Moïse qui évite la destruction,

les travailleurs migrants lancent la réhabilitation - ***Le Parisien***



« C'est toute notre vie » : face à la destruction programmée du foyer Moïse de Rouen, des résidents refusent de partir.

Un article écrit par Margaux Delanys
Publié le 16/07/2024

À Rouen, les opérations de relogement prévues dans le cadre du projet de démolition du foyer pour travailleurs migrants "Moïse" ont commencé. Pour défendre leurs logements, les résidents prévoient de déposer un recours devant le tribunal administratif de Rouen avec l'aide d'un groupe d'architectes et d'artistes de l'agglomération.

LIRE L'ARTICLE EN LIGNE

« C'est leur vie qui va être démolie » : À Rouen, les habitants du foyer Moïse refusent sa destruction.

Un article écrit par Jérémie Chatet
Publié le 02/08/2024

Les habitants du foyer de travailleurs migrants Moïse refusent la démolition programmée du bâtiment pour y construire une nouvelle résidence sociale. Craignant que dans ce nouveau lieu, disparaissent les espaces de vie commune. Pour la Ville, une rénovation est impossible.

LIRE L'ARTICLE EN LIGNE

« Vous démolissez nos droits » : à Rouen, les travailleurs migrants se mobilisent contre la destruction de leur foyer.

Par Frédéric Durand

Le 14 août 2024 à 09h07

LIRE L'ARTICLE EN LIGNE

Inauguré en 1969, le Foyer Moïse est devenu une communauté solidaire qui refuse de laisser sa place à une résidence sociale mais demande une réhabilitation en soulignant l'intérêt architectural des bâtiments.

Ils ont lancé une action en justice : les résidents du Foyer Moïse à Rouen veulent conserver le bâtiment, la mosquée et les lieux de partage menacés par une délibération du Conseil Municipal du 27 juin 2024 autorisant leur démolition, à la demande de Rouen Habitat, entre 2025 et 2026 pour laisser place à une résidence sociale selon les directives du plan de traitement des foyers de travailleurs migrants publié en 2014 (PTFTM).

Inauguré en 1969, le Foyer Moïse « destiné à mettre à l'abri des travailleurs sénégalais et mauritaniens a été financé avec le soutien alors des gouvernements des deux pays et construit sur deux terrains agricoles alors à l'extérieur de la ville qui, depuis, l'a entouré », déclare Diamio Coulibaly, retraité arrivé en 1974. Il a été imaginé par l'architecte Robert Génarmont (qui a obtenu un prix de l'Equerre d'argent en 1961) « dans un style avant-gardiste avec des places de villages, des cours de maisons, avec sa cuisine, son bar, ses vastes chambres, ses espaces d'alphabétisation et de culture ainsi que sa mosquée intégrée au plan avec une incantation à côté du Mihrab traitée de manière moderniste », détaille Stany Cambot, président de l'association Échelle Inconnue, qui regroupe des architectes, artistes, journalistes, etc.

« Un vrai village »

La réputation d'accueil et de solidarité du Foyer Moïse a fait rapidement le tour de l'Hexagone, « et même jusqu'en Afrique. Entre les années 1970 et 1980, les 104 chambres sur quatre étages ont permis à plus de 200 migrants d'avoir un toit. Il est devenu une vraie communauté avec ses marchands ambulants, ses différentes ethnies qui se côtoient sans jamais de problème. Un vrai village même si nous ne parlons pas tous la même langue », poursuit Dia Moussa, délégué des résidents.

Rouen Habitat a pour projet de le remplacer par « 98 chambres, 15 places de stationnement aériennes, des locaux administratifs, des salles collectives, des locaux techniques et un local vélo, le tout sur une surface de plancher de 2900m² dans un bâtiment en R + 2 » selon sa présentation lors de son Conseil d'Administration du 14 décembre 2023. Intolérable pour Souleymane Konaté, président de SOFRESFOM (Solidarité des résidents et sauvegarde des foyers de migrants), « car, même si le Foyer Moïse n'échappe pas à la règle du PTFTM, nous voulons pointer du doigt la particularité de son niveau architectural ».

« Avec une reconstruction en résidence sociale, Rouen Habitat propose une barre d'immeuble avec des espaces réduits et des chambres avec un lavabo et un micro-onde. Si vous démolissez notre maison, vous démolissez nos droits, argumente Souleymane Konaté. Les résidents veulent rester dans ces murs et réclament une réhabilitation, mais ils ne sont pas entendus. Certains sont-là depuis 1969 et veulent conserver cette vie sociale. Nous n'avons pas été intégrés dans les discussions. La mosquée est la seule en France dans un foyer de migrants et ce fut la deuxième inaugurée en France après la Grande Mosquée de Paris. Il y a du mépris dans tout cela. C'est pourquoi, nous refusons maintenant d'aller à la moindre réunion. »

Une lettre ouverte

Alors, avec le soutien d'Échelle Inconnue, les résidents ont choisi de prendre la voie judiciaire auprès du Tribunal Administratif et de faire appel à Maître Chloé Chalot du barreau de Rouen. « Nous réclamons les diagnostics financier, d'amiante et patrimonial, poursuit Stany Cambot. Au fil des années, le bailleur n'est jamais intervenu et a laissé pourrir le bâtiment et maintenant, on nous parle de dignité et de qualité de vie. Est-ce normal de ne pas pouvoir se réunir dans un lieu de vie ? Est-ce normal d'oublier l'histoire et les destinées de ces Sénégalais et Mauritaniens ? Est-ce qu'il faut en finir avec ce patrimoine ? Nous voulons un vrai travail d'inventaire patrimonial. Pour cela, nous avons édité une lettre ouverte pour soutenir tous ces résidents (<https://www.echelleinconnue.net/accueil/signatures/>) »

De son côté, l'architecte Robert Générmont a demandé le classement du Foyer Moïse au titre d'ACR (Architecture contemporaine remarquable). « Nous apportons notre soutien à cette démarche, assure Stany Cambot. Il faut savoir qu'il est aussi le créateur de l'Hôtel de Police de Rouen et de la Cité Administrative. Tous les deux ont été rénovés, alors pourquoi pas le foyer ? »

Pour ses résidents, la démolition du foyer Moïse "signifie la mort à petit feu des plus âgés"

Par Clé Arouche

Le 30/08/2024 à 15h12

En février 2024, la mairie de Rouen a déposé un permis de démolition du foyer Moïse en vue de construire à la place une résidence sociale. Depuis son inauguration en 1969, le site accueille des travailleurs sénégalais et mauritaniens.

ACCÉDER À L'ARTICLE ET AU REPORTAGE EN LIGNE

Il est pour certains occupants un lieu de vie depuis 50 ans. Un repère structurant pour des hommes originaires du continent africain, arrivés en France dans les années 60-70 pour apporter leur force de travail. "La plupart des Sénégalais et des Mauritaniens qui habitent aujourd'hui dans la métropole sont passés par ce foyer", explique Souleymane Konaté, président de SORESFOM, l'association des résidents du foyer Moïse.

L'espace est adapté au mode de vie des résidents. Il y a des espaces collectifs de vie, comme la mosquée. Ici, on célèbre des cérémonies de mariage ou d'enterrement. Vouloir transformer ce lieu en résidence sociale sera néfaste pour les occupants, notamment pour les plus âgés
Souleymane Konaté, président de l'association SORESFOM

L'association SORESFOM milite pour la rénovation du foyer Moïse. Elle refuse la démolition suivie de la reconstruction d'une résidence sociale au même endroit, scénario qui a obtenu la faveur de la mairie et du bailleur social.

La peur du "chacun chez soi"

Souleymane Konaté en est convaincu : "dans cette résidence sociale, il y aura avant tout des chambres individuelles. C'est du chacun chez soi. Il n'y aura plus de communication. C'est la mort à petit feu de certains résidents".

Pour appuyer ses propos, le président de la SORESFOM met en avant l'expérience des autres foyers de travailleurs à Rouen : "le foyer Senghor, situé rue Stanislas Girardin à Rouen, a été transformé en résidence sociale. Aujourd'hui, les résidents discutent dans la rue".

"Les gens se sentent bien ici"

Construit sur quatre étages, le foyer Moïse a compté jusqu'à 104 chambres. Comme l'explique ADOMA, l'actuel gestionnaire du lieu, sur son site internet, "les foyers de travailleurs migrants ont pour mission d'accueillir des travailleurs isolés d'origine étrangère. Les foyers de travailleurs migrants proposent un hébergement à durée indéterminée comportant généralement des locaux privatifs meublés ou non et des locaux communs affectés à la vie collective."

Ces espaces de vie collective, c'est justement ce qui fait toute la particularité du lieu aux yeux de ses occupants.

"Lors de la prière du vendredi", nous explique l'un des jeunes résidents actuels, "tout le monde vient ici, dans notre mosquée. Des Sénégalais, des Mauritaniens mais aussi des Ivoiriens, des Maliens. Les gens se sentent bien ici. Ce n'est pas une question de communautarisme comme le pensent certains"

Beaucoup de retraités continuent à se rendre ici régulièrement. Ils sont accompagnés par des plus jeunes. C'est bon pour leur santé.

Un résident du foyer Moïse

Un choix financier selon les résidents

D'après la présentation faite par Rouen Habitat, le bailleur social, en décembre 2023, la résidence sociale comportera 98 chambres, 15 places de stationnement, des locaux administratifs et techniques, des salles collectives et un local à vélo, le tout construit sur trois niveaux.

L'association des résidents estime que la reconstruction est un choix essentiellement financier. "En juillet 2022, lors d'une réunion au foyer Moïse, nous avons demandé des devis pour comparer les prix et les charges dans l'hypothèse d'une démolition-reconstruction et dans celle d'une réhabilitation", détaille Yann Mouton, membre de la SORESFOM. "On nous a promis ces devis que nous n'avons jamais eus. La transparence n'est pas là".

Des budgets similaires selon le bailleur

En réponse, le bailleur social assure que le coût financier n'a pas été le guide de sa décision. "Entre la rénovation et le démolition-reconstruction, nous arrivons à des budgets similaires. Mais c'est sans compter la redevance pour les occupants. Elle serait plus élevée si nous réhabilitons. C'est un élément qu'il faut aussi intégrer", explique Ariane Massière, directrice générale de Rouen Habitat.

Nous avons été guidés par des principes de sécurité, de confort et d'accessibilité. Quand on parle de rénovation, on pense que c'est simple. Là, nous serions sur une restructuration complète du bâtiment car la taille des chambres, leur hauteur, la façon dont elles sont structurées ne permet pas une simple rénovation.

Ariane Massière, directrice générale de Rouen Habitat

Pour défendre le projet de résidence sociale, Ariane Massière met en avant la taille des futures chambres "de 18 ou 20 mètres carrés contre 10 à 13 aujourd'hui". Une performance énergétique accrue et une accessibilité conforme aux normes actuelles. "L'accès par la rue Moïse se fait actuellement par des marches. Ce qui est difficile pour des populations parfois âgées", précise la directrice générale. "C'est aussi un bâtiment qui contient de l'amiante. Ce qui compliquerait une rénovation."

"Les résidents actuels restent prioritaires"

Rouen Habitat dit comprendre l'attachement des résidents à ce lieu mais souligne que cette réflexion est menée collectivement depuis plusieurs années. "Il y a eu un engagement du maire de ne pas reconstruire ailleurs, ce qui n'était pas simple au regard du PLUI [ndlr : plan local d'urbanisme intercommunal] et qui a été accepté par les résidents en 2019-2020. Une trentaine a même déjà été relogée ailleurs et assurée de pouvoir revenir sur le site reconstruit", indique Ariane Massière.

Le bailleur social rappelle également que la réglementation a changé depuis les années soixante. "À l'époque, on parlait de foyers de travailleurs migrants. L'État souhaite désormais que ces bâtiments, quand ils ne sont plus aux normes ou vétustes, soient transformés en résidence sociale. Les résidents actuels restent prioritaires pour y loger. Mais ces lieux pourront également accueillir des personnes qui ont un besoin social sur notre territoire comme des salariés qui débutent ou qui sont en mobilité dans leur vie professionnelle ou des personnes avec des difficultés sociales temporaires."

Voyez le reportage réalisé par Lou-Ann Leroux et Claude Heudes au foyer Moïse à Rouen.



Extrait du reportage :

"Pour réhabiliter ce bâtiment, l'association souhaite protéger le foyer par un label patrimonial. Une démarche soutenue par le collectif Echelle Inconnue : "On est véritablement dans du patrimoine actif, qui continue à fonctionner. Et encore une fois, une part du programme très novateur des années 60 établi par R. Genermont et P. Landemaine est toujours d'actualité, et peu complètement être réactivé".

Une page d'histoire

Après la Seconde guerre mondiale, face à un besoin important de main d'œuvre pour la reconstruction du pays, la France encourage l'immigration. Dans le même temps sévit une crise du logement qui pousse l'Etat français en 1956 à créer la Sonacotra pour construire et gérer des locaux d'habitation pour les travailleurs étrangers. De nombreux "foyers Sonacotra", comme le foyer Moïse à Rouen voient le jour. Mais depuis 1995, l'Etat incite à les transformer en résidence sociale.

Une nouvelle orientation mal comprise des résidents du foyer. "Les gouvernements français veulent que le terme de foyer de travailleurs migrants disparaisse. C'est un manque de respect vis-à-vis de ces populations", tempête Souleymane Konaté. "À une époque, on a eu besoin d'eux et aujourd'hui, on ne veut plus en entendre parler."

Dernier recours, dernier espoir

"C'est une question de respect vis-à-vis d'eux, de l'attention qu'on leur doit", poursuit Yann Mouton de la SORESFOM. "Ils ne demandent pas la charité. C'est un choix politique pour l'histoire de la ville, de son passé et de son avenir."

Pour faire entendre sa voix, l'association a déposé un recours devant le tribunal administratif, rejeté mi-août. Désormais, le dernier espoir serait de faire classer ce bâtiment "architecture contemporaine remarquable". Une demande a été déposée auprès de la Direction régionale des affaires culturelles. Tous espèrent une réponse rapide, avant que les pelleteuses ne s'activent.

Les résidents du foyer Moïse, voué à la destruction, s'invitent au conseil municipal de Rouen

Par Jérémy Chatet

Publié le 3 Octobre 2024 à 15h21

En amont du conseil municipal de Rouen du 3 octobre 2024, les défenseurs d'une réhabilitation du foyer Moïse ont pris la parole, alors que le lieu doit être détruit.

ACCÉDER À L'ARTICLE ET AU REPORTAGE EN LIGNE

De nombreux résidents du foyer Moïse étaient présents au début du conseil municipal de Rouen le 3 octobre 2024 afin de faire entendre leur voix sur la situation du lieu qui abrite depuis 1969 les travailleurs migrants sénégalais et mauritaniens.

Délibération reportée

Les résidents, représentés par l'association Soresfom (Solidarité des résidents et sauvegarde des foyers de migrants) et soutenus par le groupe d'architectes et d'artistes Échelle Inconnue, contestent la démolition décidée en 2019 de leur foyer pour y construire une nouvelle résidence sociale. Celle-ci devait être votée au cours de ce conseil municipal mais la délibération a été retirée de l'ordre du jour.

"On s'apprête à détruire un tiers lieu, un village ouvert sur la ville"
Stany Cambot, Fondateur d'Échelle Inconnue

Les résidents plaident pour une réhabilitation de leur lieu de vie, au lieu d'une démolition-reconstruction. « On s'apprête à détruire un tiers lieu, un village ouvert sur la ville, a exprimé Stany Cambot, fondateur d'Échelle Inconnue, devant les élus. Il y a une méprise sur ce que l'on prétend détruire. Il n'y a pas un bâtiment mais deux dont l'un a une vocation consulaire, où il existe une solidarité intergénérationnelle. »

Le 9 février 2024, la Ville de Rouen a accordé le permis de démolir à l'Office public de l'habitat, Rouen Habitat, qui gère le foyer avec le bailleur social Coallia. Le projet de la nouvelle résidence sociale prévoit quasiment le même nombre de chambres (98 contre 104 actuellement) pour un bâtiment de deux étages contre cinq dans l'actuel foyer. Les résidents craignent d'y perdre les espaces de vie communs, ciment de leur quotidien.

La délibération actant la démolition du foyer Moïse devrait être soumise au vote lors du prochain conseil municipal.

"On a été traité comme des enfants" : pourquoi la grogne monte contre la démolition du foyer Moïse à Rouen ?

Par Thomas Rideau

Publié le 3 oct. 2024 à 18h15

Le conseil municipal de Rouen (Seine-Maritime) de ce jeudi 3 octobre 2024 a été marqué par l'intervention des résidents du foyer Moïse qui luttent contre la démolition du bâtiment.

ACCÉDER À L'ARTICLE ET AU REPORTAGE EN LIGNE

Il va falloir attendre quelques semaines avant que la démolition du foyer Moïse soit officiellement annoncée. Car voilà bien un sujet qui n'est pas exempt de tensions à Rouen (Seine-Maritime). Résidents et associations, notamment Échelle Inconnue, s'opposent frontalement à la majorité municipale sur ce sujet. On vous résume l'affaire.

Insalubre et indigne

Si pour Valentin Rasse-Lambrecq, élu PS au conseil de Rouen, ce n'est qu'une « mini-polémique », l'avis est tout autre pour les résidents qui l'ont fait savoir lors du dernier conseil municipal, ce jeudi 3 octobre 2024.

Le foyer de travailleurs migrants construit à Rouen, autrement dit le foyer Moïse, a été construit en 1969 par l'architecte Robert Génarmont. Plus de cinquante ans plus tard, la mairie de Rouen a pris la décision de détruire le bâtiment pour en reconstruire un autre, au même endroit.

« C'est un endroit indigne et insalubre », rappelle Valentin Rasse-Lambrecq. Qui liste les différents problèmes de la résidence comme le manque d'accessibilité ou l'absence de toilette privative dans des chambres qui font entre 8 et 9 mètres carrés.

Une autre façon d'habiter

Entre la démolition et la rénovation, « pour un coût équivalent », la ville a fait le choix du premier. Un choix réglementairement plus simple et qui s'élèvera pour les différents financeurs (bailleur, commune, État...) entre 8 et 9 millions d'euros. Le futur projet comptera 89 chambres, plus grandes et équipées, et l'immeuble sera également accessible aux personnes à mobilité réduite.

La démolition devait donc être actée ce jeudi 3 octobre 2024. Mais, pour la deuxième fois, la délibération a été retirée de l'ordre du jour. Car le projet ne passe pas du tout pour les résidents qui sont venus manifester leur colère au sein même du conseil.

« Quand c'est sale chez moi, je prends l'aspirateur, je ne démolis pas », lance Stany Cambot, leader du groupe Échelle Inconnue qui soutient les résidents du foyer. Il pointe justement du doigt la gestion du lieu : « Si c'est insalubre, c'est parce que ce n'est pas du tout entretenu. Pourquoi un nouveau bâtiment serait mieux entretenu ? », s'interroge-t-il.

Pour lui, plusieurs éléments doivent être pris en compte. « On peut habiter différemment », résume-t-il. Car le foyer Moïse se distingue par ces lieux de vie partagés, sa cuisine commune, son bar, sa bibliothèque. « Dans le nouveau projet, les espaces collectifs sont supprimés », dénonce-t-il. « Dans un autre contexte, le foyer Moïse serait appelé un tiers-lieu. »

Échelle Inconnue, qui regroupe différents artistes et architectes, ont transmis un dossier à la préfecture pour que l'aspect architectural remarquable soit reconnu. Construit par Robert Générmont, spécialiste du modernisme, le foyer présente des caractéristiques notables dans la conception de ces volumes. « C'est un très beau bâtiment. »

« On a été traité comme des enfants »

Enfin, Stany Cambot, retient deux aspects. « On va détruire une résidence en béton, mais on ne sait pas valoriser ce type de déchet. En plus pour reconstruire un édifice en béton. » Surtout, il juge très sévèrement « la concertation » mise en place par la ville « qui n'en avait que le nom ».

« On a présenté un PowerPoint à certains résidents de ce qui allait être fait. Ils ont pu choisir s'il voulait mettre une table de ping-pong sur une dalle de béton dehors », souffle l'architecte. « On a été traité comme des enfants », a-t-il lancé au conseil.

La délibération a été retirée, mais sera remise à l'ordre du jour au prochain conseil en novembre. « On fait notamment cette action pour informer les élus du sujet. Cela va nous laisser six semaines pour remettre le sujet sur la table », indique pour sa part Julie Davainne, également d'Échelle Inconnue. Autant dire que le prochain conseil municipal sera suivi avec grande attention de la part de tous ces acteurs.



Architectes et travailleurs migrants ensemble pour sauver un foyer moderniste

Par Guénolé Carré

Publié le 26 novembre 2024

Construit en 1969, le foyer de travailleurs migrants Moïse de Rouen a été pensé dans une optique résolument collective. Face à un projet de reconstruction qui ferait l'impasse sur cette dimension, ses habitants se mobilisent avec des urbanistes.

LIRE L'ARTICLE EN LIGNE

« Pour moi le foyer c'est la vie, et quand on t'arrache la vie, qu'est-ce qu'il reste ? » Dans la vaste cuisine du foyer de la rue Moïse à Rouen, Mustapha Diop est intarissable quand il s'agit d'évoquer ce lieu qu'il a connu dès son arrivée en France, en 2006. L'homme était pêcheur avant de faire la traversée depuis la Mauritanie.

« Quand je suis arrivé en Europe, j'étais perdu et lorsque je suis arrivé dans ce foyer je me suis retrouvé. J'ai appris tout ce que je devais apprendre pour m'intégrer dans ce pays. » Nous rencontrons Mustapha en début d'après-midi. Dans la cuisine du foyer, plusieurs personnes s'affairent autour des fourneaux hors d'âge, dont seuls trois sur dix fonctionnent encore, pour préparer un repas collectif. Les crissemments de l'huile en train de frire et le choc des casseroles couvrent de temps à autre les voix.

Construit en 1969 afin de loger des travailleurs sénégalais et mauritaniens, le foyer Moïse n'est pas au meilleur de sa forme. Il souffre depuis des années d'un grave manque d'entretien. Pourtant, les entremêlements de coursives donnant sur de vastes salles communes vitrées, fréquentées tant par les habitants que par des visiteurs de passage, indiquent d'emblée qu'il ne s'agit pas d'un bâtiment banal.

Le foyer a été pensé dès sa conception pour la vie collective, expliquent Souleymane Konaté, Djibril Soumaré et Yann Mouton, de l'association de défense des foyers de travailleurs migrants de la région rouennaise, la Sofresom (Solidarité des résidents et sauvegarde des foyers de migrants).

De larges baies vitrées illuminent les paliers d'étage, qui accueillent des commerces avant la mise en place d'un nouveau règlement intérieur. Chaque étage ouvre ainsi sur une vue panoramique de la ville en contrebas. Au même moment déambulent outils à la main deux employés travaillant pour Coallia, l'association gestionnaire du foyer. Dans sa volonté de vider les lieux, elle fait régulièrement condamner les portes des chambres inoccupées afin d'éviter les occupations illégales.

Depuis 2019, Rouen habitat, propriétaire de l'immeuble, projette sa destruction et son remplacement par une « résidence sociale » flambant neuve, mais sans cuisine et avec pour seul espace commun une unique salle polyvalente. « Moi en deuxième année de mes études d'architecture, je me faisais flinguer si je sortais un projet comme ça », dénonce Stany Cambot, architecte fondateur du collectif d'architectes et d'artistes Échelle inconnue.

Fondé en 1998, ce groupe se pose à contre-courant de ce qu'il nomme « la ville du cadastre », un urbanisme désincarné qui exclut toute forme d'habitat et de vie qu'il juge non conforme. Depuis un an, Échelle inconnue accompagne dans leur lutte l'association de défense des foyers de travailleurs migrants, en lui apportant son expertise technique.

Ensemble, les deux organisations souhaitent obtenir la réhabilitation du bâtiment plutôt que sa destruction, ainsi que son classement par la direction régionale des affaires culturelles (Drac) comme exemple d'« architecture contemporaine remarquable ». Le label est aujourd'hui attribué à plus de mille sites architecturaux en France.

Il pourrait contribuer à visibiliser le bâtiment et convaincre les décideurs du bien-fondé de sa rénovation, mais ce classement n'impose aucune contrainte au propriétaire, qui est même libre de le refuser. Pour Stany Cambot, un classement du foyer et une hypothétique rénovation ne doivent dans tous les cas pas se faire sans la reconnaissance de l'expérience de vie de ses habitants, les deux étant indissociables. « Quand tu parles de patrimoine, tu parles de quelque chose de mort », résume-t-il.

Pour le collectif d'architectes, le bâtiment est justement exceptionnel par les espaces de vie collective qu'il propose. Ici, les parties communes n'ont pas été conçues comme des espaces purement fonctionnels de circulation. Dans le foyer, le décalage entre les paliers favorise les interactions sociales et les solidarités entre résidents du lieu.

Le projet de destruction est aussi rejeté en bloc par nombre d'habitants du lieu, qui gardent tous à l'esprit le cas d'un autre foyer de Rouen, de la rue Stanislas-Girardin, totalement reconstruit en 2015 et qui est désormais surnommé « la prison ». « Les gens qui habitent ce bâtiment aujourd'hui n'y habiteraient pas s'ils avaient un autre moyen. Ils y sont comme dans une prison », commente Mustapha Diop. L'unique salle commune du nouveau bâtiment a été fermée durant le Covid et n'a jamais rouvert depuis.

Dans le hall du foyer Moïse, la silhouette d'un homme se dessine à travers les portes vitrées, qu'il finit par pousser brusquement. « J'étais dans mon bureau et on m'a appelé en me disant "il y a un journaliste qui prend des photos" », s'énerve-t-il. C'est un responsable territorial de Coallia. Souleymane Konaté lui indique que cette venue a été validée par tous les délégués du foyer. La réponse ne satisfait pas le gestionnaire : « Il y a un règlement intérieur. Et pour un journaliste, vous auriez dû demander l'autorisation au propriétaire ou au gestionnaire », répond l'homme.

Face à la discussion qui s'éternise, l'un des résidents finit par rétorquer à l'agent : « Si tu connaissais vraiment ce foyer, tu saurais que c'est un bâtiment qui représente la francophonie et l'indépendance. Ce sont les présidents sénégalais et mauritaniens qui ont donné l'indépendance à leurs peuples qui ont décidé pour la mémoire de la colonisation de fixer ce foyer ici. »

La construction du foyer Moïse dans les années 1960 a en effet été en partie financée par les gouvernements sénégalais et mauritaniens. Son inauguration s'était faite en présence de Moktar Ould Daddah, président de la Mauritanie de l'époque. Après une quinzaine, la discussion s'essouffle tandis que l'appel à la prière se fait entendre à travers les couloirs.

Chose quasi unique en France, le foyer Moïse dispose d'une mosquée, prévue par l'architecte du bâtiment Robert Génarmont dès la réalisation des plans. Dans la vaste salle aux murs parés de carreaux couleur jade, monsieur Touré, anime la prière. Il est l'imam du foyer où il réside depuis son ouverture en 1969. Le vieil homme évoque l'époque où les loges en face de sa mosquée abritaient encore des ateliers de couture. Pour lui non plus, il n'est pas question de voir l'immeuble remplacé par une résidence privée d'espaces collectifs.

La municipalité de Rouen a déjà repoussé à deux reprises le vote de l'arrêté de démolition du bâtiment, dont une dernière fois le 3 octobre dernier, alors que plusieurs dizaines de personnes, résidents et soutiens, s'étaient rassemblées devant l'hôtel de ville.

Devant les manifestants reçus en ouverture du conseil municipal, Nicolas Mayer-Rossignol, maire PS de Rouen, avait alors justifié cette suspension du vote par sa volonté de « peser le pour et le contre » avant de prendre toute décision.

Le 14 novembre, Coallia a procédé à la fermeture de tout le second étage d'une des deux ailes du foyer, une opération inédite. « C'est hautement symbolique », dénonce Stany Cambot qui précise que le dernier habitant de l'étage a, après des demandes du gestionnaire, accepté de déménager à un autre palier. « C'est un peu l'obsession de Coallia : rassembler tous les gens restants sur quelques étages, fermer les espaces au fur et à mesure et donc, rendre l'endroit de plus en plus inhabitable », analyse l'architecte.

P.-S.

La collaboration de l'association de défense des résidents avec Échelle inconnue a notamment abouti à la réalisation d'une exposition, et à un cycle de conférences organisé cet automne, qui explore la place des foyers dans la ville et les effets sociaux des politiques de rénovation urbaine.

« On fait cela pour vivre mieux » : à Rouen, les résidents réhabilitent le foyer Moïse pour le sauver

Par Jérémy Chatet

Publié le 1^{er} Décembre 2024

Afin de prouver que le foyer de travailleurs migrants Moïse peut échapper à la destruction, les résidents ont consacré la journée du 30 novembre 2024 à réhabiliter le lieu, par un grand nettoyage.

LIRE L'ARTICLE EN LIGNE

Rouen : au Foyer Moïse qui évite la destruction, les travailleurs migrants lancent la réhabilitation

Par Frédéric Durand

Le 2 décembre 2024 à 11h02

LIRE L'ARTICLE EN LIGNE

Alors que les deux bâtiments du Foyer Moïse, à Rouen (Seine-Maritime), étaient menacés de destruction, ses résidents ont obtenu du maire un sursis, et se sont lancés ce samedi 30 novembre dans une opération de nettoyage, première étape de leur projet de réhabilitation.

Ils étaient menacés d'expulsion, et leur lieu de résidence de destruction. Mais, après trois reports de la délibération lors de conseils municipaux à Rouen (Seine-Maritime) et une rencontre avec le maire socialiste de la ville, Nicolas Mayer-Rossignol, les résidents d'origine sénégalaise et mauritanienne du Foyer Moïse, soutenus par les associations Échelle inconnue et Solidarité des résidents et sauvegarde des foyers de migrants (Soresfom) ont obtenu une suspension du permis de démolir le foyer, qui aurait été remplacé par une résidence sociale.

Ces résidents ressentent toujours une pression du gestionnaire, Coallia, qui « après des années d'abandon du site, poursuit sa volonté d'expulser les résidents », explique Julie Davainne, membre d'Échelle inconnue. Le groupe « met des croix rouges sur les portes comme des arbres à abattre et condamne les portes brutalement. Alors les résidents ont souhaité se mobiliser pour montrer qu'ils vivent encore ici. Qu'ils sont chez eux. » Ainsi, ce samedi 30 novembre, une cinquantaine de résidents, d'anciens locataires, leurs familles et des amis sont venus participer à l'opération « Prévention, premiers soins et gestes qui sauvent ».

« Une journée de ménage ne pourra pas pallier à 15 ans d'abandon »

C'est la première étape d'un plus large projet de réhabilitation, qui a été présenté au maire de Rouen lors de leur rencontre. « Déjà, le maire a reconnu que cela ne coûtait pas plus cher qu'une démolition/construction, mais que seulement les financements étaient plus difficiles à trouver », se réjouit Yann Mouton, membre de Soresfom.

« Après trois heures, il a décidé de suspendre la décision de démolir. Il nous a indiqué qu'il n'était pas pour l'une ou l'autre des options, mais qu'il fallait objectiver tout cela. Alors, avec les associations, nous allons monter un projet en coconstruction sur le plan financier, architectural, et sur la gestion. Nous proposons des chambres et un tiers-lieu. Et ce ne sera pas les bulldozers ! »

Ainsi, durant toute une journée, la cinquantaine de volontaires s'est activée dans le réfectoire, sur les paliers, les salles d'alphabétisation et de réunion ainsi que dans la cuisine « lors d'ateliers de réhabilitation symbolique », admet Yann Mouton, qui insiste : « Une journée de ménage ne pourra pas pallier à 15 ans d'abandon du gestionnaire. »

Cependant, l'espoir se lisait sur les visages des participants, comme le délégué Moussa Dia, l'un de ceux qui étaient présents à la réunion avec le maire. « Cela fait des années que nous demandons des réparations et de l'hygiène », souligne-t-il.

« Nous étions abandonnés et là des jeunes ont répondu à l'appel pour nous aider. Cette opération montre que nous pouvons nous occuper du foyer. Nous avons même reçu le soutien d'un jeune autoentrepreneur en nettoyage, le neveu de l'international Ousmane Dembélé. Il est venu de Gaillon (Eure) avec son équipe, son matériel et nous a offert les produits. C'est cela la solidarité ! »